

Burundi : le correspondant de RFI et AFP menacé pour sa couverture de la crise

@rib News, 31/05/2016 – Source AFP Le correspondant burundais de la radio RFI et de l'Agence France-Presse, torturé en août 2015 par les forces de sécurité, a fait l'objet mardi de menaces sur les réseaux sociaux après avoir été accusé par Bujumbura de "promouvoir le crime et la violence" par sa couverture de la crise au Burundi. [Photo : Esdras Ndikumana recevant le prix 2015 de la presse diplomatique française des mains de Laurent Fabius]

Lauréat du prix 2015 de la presse diplomatique française, Esdras Ndikumana, 55 ans, est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de la région et un journaliste de référence sur le continent africain. Il avait dû rapidement quitter son pays en août 2015 par crainte pour sa sécurité et continue de couvrir l'actualité burundaise depuis l'étranger. Lundi soir, le numéro deux du pouvoir burundais et ministre de la Sécurité publique, le général Alain-Guillaume Bunyoni, s'était lancé dans une diatribe contre le correspondant, le visant notamment dans un communiqué. "Le ministre condamne avec énergie toute personne qui, devant sciemment le cours normal des enquêtes, s'adonne à attribuer chaque acte criminel à qui elle veut pour justifier son penchant, ses intérêts et convictions politiques à peine voilés, à l'instar du journaliste Esdras Ndikumana et certains activistes des réseaux sociaux, dans le but de diviser les Burundais et promouvoir le crime et la violence", avait-il soutenu. Mardi, à la suite de ce message, deux figures de la société civile soutenant le gouvernement burundais ont proféré sur twitter de graves menaces à l'encontre de M. Ndikumana. "Lâche juge inacceptable ces attaques nominales contre son correspondant Esdras Ndikumana, qui ciblent et mettent un danger un journaliste assurant une couverture irréprochable de l'actualité au Burundi dans des conditions très difficiles", a réagi la directrice de l'Information de l'AFP, Michelle L'Éridon. Le Burundi a plongé dans une grave crise de violences lorsque le président Pierre Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 pour un troisième mandat, avant d'être élu en juillet. Ces violences, marquées par des assassinats de personnalités des deux camps, des attaques contre la police et des exécutions sommaires, ont déjà fait plus de 500 morts et plus de 270.000 Burundais ont fui leur pays, selon l'ONU. Le pouvoir burundais, qui a conduit au silence des médias indépendants, s'en prend régulièrement à la presse internationale, qu'elle accuse de faire partie du "complot" visant à le renverser. Correspondant de l'AFP à Bujumbura depuis 2001 et de RFI depuis 2002, M. Ndikumana avait dû fuir son pays en août dernier après avoir été arrêté par les services de renseignements burundais, puis frappé et torturé par des membres de ces services. RFI, l'AFP et le journaliste ont déposé plainte contre X au Burundi, plainte depuis lors restée sans suite.